

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE L'Algérie évaluée par le département d'État américain

Dans son rapport annuel sur la Stratégie internationale de contrôle des stupéfiants (INCSR) rendu public mercredi dernier, le 7 mars 2012, le Département d'État américain (l'équivalent du ministère des Affaires étrangères) considère que «le gouvernement algérien s'attelle activement à lutter contre la drogue» tout en observant que la majeure partie des drogues transitant par l'Algérie se composent de cannabis d'origine marocaine.

Dans ce rapport annuel, le département d'État examine les politiques nationales antidrogue de 115 pays. Le rapport souligne ainsi, que le gouvernement algérien «s'attelle activement à résoudre le problème de la drogue» avec l'augmentation des ressources consacrées à l'éducation et aux actions de sensibilisation, ainsi qu'à l'interdiction et au traitement de ce fléau.

Le département d'État observe que bien que les forces de sécurité algériennes «concentrent leurs efforts principalement sur la lutte contre le terrorisme, les responsables deviennent de plus en plus préoccupés par le lien qui existe entre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et les trafiquants de drogue». Le document relève, en outre, que «l'Al-

gérie est davantage un pays de transit, en particulier de haschich à destination de l'Europe, qu'un lieu de production ou de consommation» de drogue.

La plus grande partie de la drogue transitant par l'Algérie «se compose de cannabis d'origine marocaine, en particulier la résine de cannabis ou haschich, et d'une quantité croissante de cocaïne sud-américaine», souligne le département d'État.

Il constate également que la majorité de ces drogues sont transportées par voie maritime vers l'Europe, tandis que l'autre partie passe en contrebande par voie terrestre jusqu'au Moyen-Orient. Soulignant que les frontières de l'Algérie s'étirent sur 6.000 kilomètres dont la grande partie se compose de «zones larges et peu gardées au Sahara», le département d'État note

qu'avec des «frontières longues et poreuses avec le Maroc, le Sahara occidental, la Mauritanie, le Mali, le Niger, la Libye et la Tunisie, il est difficile pour les forces de sécurité algériennes de débusquer et d'arrêter les contrebandiers».

Consommation croissante de drogues dures

Par ailleurs, le rapport note que «la consommation de la drogue n'est généralement pas un problème significatif en Algérie, bien qu'elle connaisse une certaine hausse». La marijuana est la drogue la plus consommée, mais il y a une «faible et croissante consommation» de drogues dures, dont la cocaïne et l'héroïne, précise-t-il.

A ce propos, le département d'État souligne que le gouvernement algérien «a renforcé le nombre de structures pour le traitement de la toxicomanie et projette des traitements ambulatoires dans chaque wilaya du pays».

Le rapport indique que des drogues sont produites en Algérie, principalement la culture du cannabis dans le sud-est et autour d'Alger, mais pas en grandes quantités. «Le gouver-

nement algérien a pris un certain nombre de mesures pour lutter contre le problème de la drogue, dont une augmentation des effectifs chargés de lutter contre ce fléau, une meilleure formation et l'acquisition d'équipements plus modernes», note-t-il, rappelant que l'Algérie a élaboré une stratégie quinquennale (2011-2015) pour traiter plus efficacement le problème de la drogue.

Concernant le dispositif législatif, il souligne que «l'Algérie a des lois sévères contre les infractions liées aux drogues, avec des peines allant jusqu'à deux années pour la consommation de la drogue et de 10 à 20 ans pour trafic de drogue et de vente».

«L'Algérie gagnerait à intensifier la formation afin d'améliorer les capacités de lutte contre les stupéfiants»

Rappelant que l'Algérie fait partie des trois Conventions de l'ONU de lutte respectivement contre le trafic illicite de stupéfiants, la corruption et la criminalité transnationale organisée, le département d'État observe que «la politique du gouvernement algérien n'encourage pas et ne facilite pas la production ou le transport des drogues».

Il affirme également dans son rapport que «l'Algérie dispose d'un appareil de sécurité impor-

tant, compétent et aguerri par près de deux décennies de lutte contre le terrorisme». Outre l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), qui coordonne la politique gouvernementale de lutte contre la drogue et élabore des rapports y afférents, «la Gendarmerie nationale, les Douanes et la DGSN sont responsables de la mise en œuvre» de cette politique, ajoute-t-il, en citant les opérations de démantèlement des réseaux de trafic de drogue et des saisies menées par les services algériens concernés en 2011.

Abordant le volet de la coopération, le rapport rappelle qu'un traité Mutuel d'assistance juridique (MALT) a été signé entre l'Algérie et les États-Unis en avril 2010 et «qui attend la ratification du Sénat américain». Selon le département d'État, «l'Algérie gagnerait à intensifier la formation afin d'améliorer les capacités de lutte contre les stupéfiants de ses forces de sécurité». Sur ce point, il souligne que le gouvernement algérien «a été généralement réceptif aux offres de formation et d'assistance proposées par les États-Unis au profit des agents des services concernés et ce, avec l'organisation de plusieurs sessions de formation réussies durant l'année écoulée».

LSC

Les banques de données et la circulation de l'information

Par manque d'une vision globale, la criminalité organisée et la corruption sont sous-évaluées. Existant sous la forme de réseau informel depuis 1996, une association était créée à Genève en février 2001 et venait combler cette lacune, il s'agit de l'Observatoire du crime organisé (OCO).

Il s'assigne trois objectifs : créer une banque de données sur la base de sources ouvertes traitant de la criminalité organi-

sée. Cette centralisation de l'information la rendra plus disponible et plus compréhensible ; servir d'outil de travail pour les spécialistes de l'investigation sur la corruption ; développer un «réseau des réseaux» entre les institutions et les centres de recherche et de documentation, etc., spécialisés dans l'étude du crime organisé et de la corruption. Il s'agit de tisser un «méta-réseau» dans lequel l'information

circule librement, d'augmenter la qualité et la rapidité des échanges et de permettre ainsi un traitement de l'information plus efficace.

Ce type d'initiative mérite d'être suivi, pour pouvoir profiter de cette expérience, d'en lancer de similaires, de développer des actions de coordination et de s'approvisionner à ces sources d'information.

D. H.

Citation

«Histoires de spéculation, de fusions, ou de déplacement de masse financière...»

«Dans cet univers présenté comme impénétrable, l'information circule en temps réel. Le langage est codé, le non-initié tenu à l'écart, les règles rarement écrites et communicables. Beaucoup, à l'extérieur de ce microcosme, font comme si les histoires de spéculation, de fusions, ou de déplacement de masse financière qui prennent le temps d'un éclair n'avaient aucune influence sur nos vies.»

Denis Robert,
journaliste français d'investigation

Publicité

CONDOLÉANCES

La famille Nakia d'Alger et de Khenchela, très affectée par le décès de HIMIDI ABBES, présente à sa famille ses condoléances les plus sincères et prie Dieu d'accueillir le défunt dans Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

PENSÉE

Je viens rendre hommage à ma
maman
M^{me} Magra
née Tellia Tiba

qui nous a quittés pour un monde meilleur. Un matin du 12 mars 2011, Dieu, dans Sa Grande Bonté, l'a rappelée, car elle a tellement souffert avant de mourir.

C'est comme si elle avait emporté un morceau de notre cœur avec elle, car elle a été courageuse et forte dans ses souffrances.

Comme c'est pénible et atroce de perdre sa mère. Tiba nous a tout donné : sa jeunesse et sa vie. Elle ne semblait jamais se fatiguer, nous avons de toi, ô mère, une très belle image douce, tolérante, indulgente, compréhensive et sage. Jamais de ta bouche ne sortaient des mensonges. Quand tu parlais, tes paroles étaient des adages, suaves et chaleureuses.

Avec elle, toute la famille était réunie et très heureuse. En ce douloureux souvenir, ses enfants, petits-enfants, gendres, belles-filles et arrière-petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle.

Adieu notre chère et inoubliable maman, nous t'aimons et nous t'aimerons jusqu'à la fin de nos jours.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

R128755

REMERCIEMENTS

Très touchés par les nombreux messages de condoléances et toutes les marques de sympathie témoignés à leur endroit et dans l'impossibilité de répondre individuellement, les familles Remini, Mokrani, Abderrahmani, Bourenan, Benamokrani, Amokrane et la Fondation Mokrani remercient tous ceux qui ont compati à leur douleur suite au décès de leur cher

Si Ahmed dit Bencherif

le doyen des Mokrani à l'âge de 83 ans.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

La famille Mokrani adresse ses vifs remerciements à tout le staff des Douanes algériennes, particulièrement le directeur général, le directeur régional, l'inspecteur divisionnaire, et à tous ceux qui ont partagé leur douleur et qui les ont soutenus suite au décès de leur regretté

Si Ahmed dit Bencherif.

Que Dieu le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.